

MARSEILLE, CAPITALE DE LA DROGUE

Marseille et le trafic de drogue : une très vieille histoire...

Alexandre Marchant / docteur en histoire de l'ENS Cachan

Marseille, capitale de la drogue ? Le cliché a la vie dure, comme en témoigne l'actualité récente. Mais il est vrai que la ville a une histoire singulière en matière de trafics, puisqu'elle fut le berceau de la célèbre French Connection qui pilota le trafic international d'héroïne pendant près de trente ans, de l'après-guerre au milieu des années 1970.

Le « Milieu » marseillais : Union corse ou simple intermédiaire d'un marché mondialisé ?

Carrefour maritime de la Méditerranée et de traversées plus lointaines, la cité phocéenne est un terrain de prédilection pour contrebandiers en tous genres. Dans les années 1930, Paul Carbone et François Spirito, bandits respectivement corse et italien, créent une première filière de transformation d'un opium acheté au Proche-Orient, puis revendu aux États-Unis. Mais les stupéfiants ne sont qu'un aspect de leur portefeuille d'activités : prostitution, jeux, racket et contrebande de cigarettes semblent rapporter davantage, nécessitant un investissement moindre et concernant un marché moins lointain. Pendant la guerre, les itinéraires de ces premiers parrains de la ville se séparent : Carbone meurt en résistant en 1943, tandis que Spirito s'enfuit l'année suivante pour échapper à un procès en collaboration¹.

De nouveaux mafieux, les frères corses André et Barthélémy Guérini, prennent la relève en organisant les mêmes activités clandestines. Ils font jouer pour leur protection des amitiés politiques scellées pendant la guerre, ayant combattu l'occupant nazi dans la Résistance aux côtés de Gaston Deferre. Celui-ci, une fois élu

maire SFIO de la ville en 1953, aura régulièrement recours aux membres de leur clan comme gros bras du service d'ordre ou colleurs d'affiches électorales, tout en fermant les yeux sur leurs activités officieuses². Au début de la guerre froide, les malfrats corses bénéficient également de financements occultes de la CIA : l'agence américaine finance en effet les organisations mafieuses afin de lutter contre les syndicats communistes qui ont entretenu un climat insurrectionnel lors des grandes grèves de 1947-1948³. Une fois le contrôle des quais obtenus par les Guérini, les conditions sont réunies pour que la mafia corse reprenne ses activités de contrebande de l'entre-deux-guerres. Dans le même temps, outre-Atlantique, le Sicilien Charles « Lucky » Luciano, parrain de la pègre italo-américaine aux États-Unis, se lance dans le trafic d'héroïne et s'approvisionne auprès de l'organisation Cosa Nostra qui détourne une partie de la production pharmaceutique légale de morphine en Italie. Mais quand cette dernière est restreinte et mieux contrôlée par le gouvernement italien en 1951, sous pressions américaines, les Corse récupèrent le marché, les hommes et les savoir-faire de la filière parallèle. Des laboratoires clandestins s'implantent alors dans l'arrière-pays provençal. Le législateur s'en émeut lorsqu'en 1953, une loi renforce la législation contre le trafic de stupéfiants :

¹ FOLLOROU Jacques, NOUZILLE Vincent, *Les Parrains corse*, Paris, Fayard 2004.

² MONTEL Laurence, « Crime organisé et politique en France, aperçu historique », *Pouvoirs*, 2010/1 (n° 132), p. 17-27

³ McCQY Alfred, *The politics of heroin in Southeast Asia*, New York, Harper and Row Publishers, 1972.



« Des commissions internationales s'en préoccupent, [...] la France est un grand pays producteur de stupéfiants. [...] Pourquoi ? Parce que nos chimistes ont mis sur pied des méthodes très simples et très faciles d'extraction des alcaloïdes de synthèse des stupéfiants les plus connus, les plus répandus, si bien qu'il existe en France une production clandestine très importante qui fait de la France un grand pays d'exportation des stupéfiants à travers le monde »⁴.

Le « bon vieux temps » des familles

La prohibition durcie et la fermeture de cinq laboratoires cette année-là ne mettent pourtant pas fin à cette production devenue extrêmement rentable, vu les capacités d'absorption du marché américain. Dix ans plus tard, la police ferme encore un laboratoire, au clos-Antoine à Aubagne, mettant la main sur plus de 100 kilos de morphine-base et arrêtant le chimiste Jo Cesari qui fera deux ans de prison⁵.

Pour qui ce dernier travaillait-il ? La mafia corse, tout comme ses homologues sicilienne et italo-américaine, est caractérisée par une organisation en familles concurrentes qui n'ont en commun que l'origine (corse) et le fait de s'associer occasionnellement pour réaliser une bonne affaire. Au milieu de ces clans rivaux, les Guérini œuvrent comme des juges de paix pour équilibrer les pouvoirs et les activités des uns et des autres. Les dossiers du *Bureau of Narcotics and Dangerous Drugs (BNDD)* dans les années 1960 n'incriminent d'ailleurs jamais directement les Guérini, mais identifient d'autres groupes en recomposition permanente. En 1964, par exemple, le district

productif de l'héroïne est entre les mains de quatre organisations concurrentes, appartenant à Charles Marignani, aux tandems Dominique Venturi-Marcel Franscici et Joseph Patrizzi-Paul Mondoloni et aux frères Aranci⁶.

Par la suite, en 1967, « le milieu » connaît un bouleversement majeur, quand Marcel Franscici fait assassiner Antoine Guérini... Pour le venger, son frère déclenche une courte mais sanglante guerre des gangs qui se solde par son arrestation et sa condamnation à vingt ans de prison. La production d'héroïne est alors principalement prise en charge par Franscici et les frères Venturi dont les sympathies politiques s'orientent plutôt vers la droite. Ils naviguent

dans les eaux troubles du SAC (Service d'action civique) et les cercles gaullistes : Marcel Franscici est un temps conseiller général UDR (le parti gaulliste) de Corse du Sud et affilié au SAC, tandis que Jean Venturi couvre ses

activités illicites à Montréal où il s'est installé comme représentant de la société Pernod Ricard – dont le directeur commercial de l'époque est Charles Pasqua, l'un des créateurs du SAC⁷. En 1973, le quotidien new-yorkais *Newsday* parle d'un puissant syndicat du crime, appelé « l'Union corse », contrôlant le trafic mondial d'héroïne et ayant pénétré tous les rouages de l'État français. Franscici y est surnommé « Monsieur Héroïne »⁸. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'UDR, dénonce un « racisme anticorse », et le ministre chargé des relations avec le Parlement Joseph Comiti appelle à la nuance : « S'il y a des Corses dans les milieux de truands, il y a aussi des Corses qui sont dans la police »⁹. Quant au SAC, s'il est employé ponctuellement par l'État profond gaulliste, ce dernier se contente de fermer les yeux sur leurs affaires¹⁰.

Enfin, Marseille n'est qu'un maillon du trafic international d'héroïne. Les réseaux français s'arriment à d'autres mondes traquants : grossistes syriens et libanais de morphine-base détournant la production pharmaceutique d'opium en Turquie, mafia italienne (les caisses de morphine étant parfois débarquées à Naples, Milan ou Gênes), fonctionnaires corrompus d'Amérique centrale et mafia italo-américaine, répartie en vingt-huit familles différentes, chacune tenant l'économie informelle d'une grande ville des États-Unis... Les acteurs français de la filière ne sont du reste pas centralisés à Marseille : outre le Canada, il y a d'autres centres de gravité plus au sud du Nouveau monde. Paul Mondoloni s'occupe de développer les points d'appui au Mexique (et à Cuba, véritable paradis mafieux avant la révolution castriste de 1959). D'autres activent un réseau dormant d'anciens collaborateurs en exil depuis 1945, tel Auguste Ricord, officiellement restaurateur basé au Paraguay¹¹.

La « war on drugs » transposée à Marseille

Au tournant des années 1960-1970, les Américains forgent la légende de Marseille comme capitale de la drogue. « La France a été identifiée comme étant la source de plus de 75 % de l'héroïne consommée par nos toxicomanes », déclare en 1967 Andrew Tartaglino, directeur adjoint du BNDD¹². Le président Richard Nixon, à qui on doit l'expression de *war on drugs*, envoie au président Georges Pompidou, en août 1969, une lettre le pressant d'entreprendre une action vigoureuse contre le trafic de stupéfiants¹³. Le 24 juin 1970, devant le Consulat de France de New York, des manifestants défilent avec des pancartes affirmant que « la France fabrique l'héroïne »¹⁴. Trois jours plus tard, le magistrat Samuel Leibowicz s'agace dans la presse : « La police française ferme les yeux. Pourquoi la mafia a-t-elle choisi Marseille comme

⁴ Jean Montalat, séance du 02/12/1953, *Débats parlementaires*, p.5853.

⁵ « Arrestation du gang de Cesari et saisie de drogue à Marseille », ORTF, 10/10/1964, archives INA.

⁶ United State Senate, *Organized crime and illicit traffic in narcotics, 1965*.

⁷ Dossier « affaire Mondoloni », 11/1969, OCRTIS, archives nationales CAC 199200226/4.

⁸ Newsday, 15/02/1973.

⁹ Le Monde, 07/09/1972.

¹⁰ AUDIGIER François, *Histoire du SAC*, Paris, Stock, 2003.

¹¹ Note « Importance des traquants sud-américaines et de leur rapport avec les traquants français connus », mai 1970, OCRTIS Archives Nationales CAC 19920026/4.

¹² Mémo du 19/07/1967, BNDD, RG 170 / 156, National Archives, Washington DC.

¹³ MARCELLIN Raymond, *L'importune vérité*, Paris, Plon, 1978.

¹⁴ Note OCRTIS, 1971, archives nationales, CAC 19920026/4.

centre de son activité depuis 35 ans ? C'est parce que les policiers de Marseille ne lèveront jamais le petit doigt pour l'en empêcher»¹⁵. Abondant en ce sens, pendant l'été 1971, John Cusack, directeur du BNDD pour l'Europe, fraîchement installé à Paris, affirme dans la presse :

« Actuellement, il y a dans Marseille, forts de leurs comptes en banques, de leurs relations, du respect qui les entoure,

trois ou quatre gros bonnets de la drogue qui se sentent en sécurité. Ils évoluent tranquillement, soit parce qu'ils font peur, soit parce que les gens ne croient pas à leur culpabilité ou pensent que s'ils les dénoncent, ce sont eux [...] qui paieront les pots cassés... [...] L'organisation

est en place depuis longtemps. Certainement une vingtaine d'années. Elle bénéficie de nombreuses complicités, d'une connaissance du pays et de beaucoup d'argent... »¹⁶.

Dans le même temps, le terme de *French Connection* est popularisé par le cinéaste William Friedkin. Le scénario du film de 1971 s'inspire d'un ouvrage du journaliste Robin Moore, relatant un fait divers de 1962¹⁷. Cette année-là, deux inspecteurs de la police de New York, Sony Grosso et Eddie Egan, découvraient 50 kg d'héroïne dans une voiture appartenant à l'animateur de l'ORTF Jacques Angelvin. Ce dernier était devenu passeur à ses dépens pour le milieu corse, étant accompagné sur place de François Scaglia et de Jean Jehan, dit « pépé la came », venus négocier la marchandise avec des acheteurs américains. Plus tard, le réalisateur John Frankenheimer fera dire au personnage de Grosso, interprété par Gene Hackman, « Marseille : putain de ville de camés », dans *French Connection 2*, sorti sur les écrans en 1975.

Dans l'intervalle, la question de la drogue s'est politisée en France : dans un contexte de panique morale, la loi de 1970 renforçant la prohibition a été votée¹⁸. Les overdoses de jeunes gens surveillées dans le Sud semblaient incriminer une héroïne qui commençait à déborder de la filière d'exportation marseillaise. Le 26 février 1971, un accord instituant une coopération policière trans-atlantique est signé par l'*Attorney General* John Mitchell et le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Puis, sous l'injonction de ce dernier, les responsables de l'OCRTIS et de la Brigade des stupéfiants de Marseille sont remplacés par respectivement François Le Mouél et Marcel Morin, issus tous deux de l'antigang. Les effectifs sous

leurs ordres sont considérablement augmentés (200 personnes pour l'OCRTIS en 1972, 40 agents pour la Brigade marseillaise)¹⁹. Mais la méfiance américaine envers d'éventuelles complicités politiques françaises ne s'éteindra pas tout de suite. Le 5 avril 1971, un dénommé Roger Delouette est arrêté dans le New Jersey avec de l'héroïne dissimulée dans son camping-car embarqué au Havre. Aux agents des douanes, il déclare pour sa défense être agent du SDECE (les services de renseignements français), déclenchant une nouvelle tempête entre les deux pays. On découvrira bientôt que, si Delouette avait bien été un « honorable correspondant » des services secrets, il avait cessé de l'être en 1970. Aux abois, cet aventurier avait fini par rencontrer des malfrats corsos qui lui avaient proposé de devenir passeur²⁰.

Les policiers américains dépêchés à Marseille amènent aussi de nouveaux moyens techniques, comme des « camions renifleurs » dont la cheminée détecte les émanations d'anhydride acétique, composant essentiel à la fabrication de l'héroïne²¹. Peu discrets, ils permettent cependant de démanteler en 1972 les trois principales équipes de chimistes qui alimentaient le marché (celles de Marius Pastre, de Jo Cesari – encore – et des frères Long). Des saisies records défrayent en parallèle la chronique : le 29 février 1972, les douanes découvrent sur le crevettier *Le Caprice des temps* 425 kilos d'héroïne. Enfin, en 1973, l'arrestation puis le jugement du trafiquant Jean-Baptiste Croce, véritable « tête de réseau », et de ses associés Joseph Mari, dit « Zé le Frisé », et Étienne Mosca, relais sur le continent américain, marquent la fin d'une pression policière de deux ans. Les parrains corsos, devant tant d'ardeur, se réfugient pour un temps dans l'expectative²². En 1974, Nixon déclare, victorieux, qu'il n'y a plus d'héroïne marseillaise dans les rues américaines²³.

Très vite, une paradoxale nostalgie se développe chez les policiers français, débordés dans la seconde moitié de la décennie par l'essor d'un trafic décentralisé et artisanal de fourmis ; c'est-à-dire d'usagers-revendeurs partant s'approvisionner à l'étranger. Selon un policier parisien en 1981 :

« Avant le démantèlement de la filière française, il y avait de grosses quantités de came qui se promenaient sur le marché français. C'est ainsi qu'on a vu apparaître un Milieu de la came comme il y a un Milieu du banditisme. Et là, on pouvait parler d'un marché structuré, avec les fourmis à la base, et une structure pyramidale, avec tout au sommet les gros bonnets. Mais la coopération franco-américaine en ce domaine a mis fin à cet état de fait. En rendant plus difficile, voire quasi-impossible, le raffinement de la came à l'intérieur de notre pays, et donc en remettant en cause l'existence d'un circuit français, le

La pression policière sur une filière est semblable à un coup de pied qui enverrait un ballon sur un autre terrain.

est en place depuis longtemps. Certainement une vingtaine d'années. Elle bénéficie de nombreuses complicités, d'une connaissance du pays et de beaucoup d'argent... »¹⁶.

Dans le même temps, le terme de *French Connection* est popularisé par le cinéaste William Friedkin. Le scénario du film de 1971 s'inspire d'un ouvrage du journaliste Robin Moore, relatant un fait divers de 1962¹⁷. Cette année-là, deux inspecteurs de la police de New York, Sony Grosso et Eddie Egan, découvraient 50 kg d'héroïne dans une voiture appartenant à l'animateur de l'ORTF Jacques Angelvin. Ce dernier était devenu passeur à ses dépens pour le milieu corse, étant accompagné sur place de François Scaglia et de Jean Jehan, dit « pépé la came », venus négocier la marchandise avec des acheteurs américains. Plus tard, le réalisateur John Frankenheimer fera dire au personnage de Grosso, interprété par Gene Hackman, « Marseille : putain de ville de camés », dans *French Connection 2*, sorti sur les écrans en 1975.

Dans l'intervalle, la question de la drogue s'est politisée en France : dans un contexte de panique morale, la loi de 1970 renforçant la prohibition a été votée¹⁸. Les overdoses de jeunes gens surveillées dans le Sud semblaient incriminer une héroïne qui commençait à déborder de la filière d'exportation marseillaise. Le 26 février 1971, un accord instituant une coopération policière trans-atlantique est signé par l'*Attorney General* John Mitchell et le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin. Puis, sous l'injonction de ce dernier, les responsables de l'OCRTIS et de la Brigade des stupéfiants de Marseille sont remplacés par respectivement François Le Mouél et Marcel Morin, issus tous deux de l'antigang. Les effectifs sous

¹⁵ Note « correspondance entre le département de la Justice américain et la Police Judiciaire française », OCRTIS, archives nationales CAC 19920026/4.

¹⁶ Le Méridional, 25/08/1971.

¹⁷ MOORE Robin, *La French Connection, Little Brown and Company, Boston, 1969.*

¹⁸ MARCHANT Alexandre, *L'impossible prohibition*, Paris, Perrin, 2018.

¹⁹ Brochure Actualités Service – Intérieur, Comité interministériel pour l'information, n°175, Paris, 1972.

²⁰ Télégrammes OCRTIS, archives nationales, CAC 19920026/4.

²¹ GEVAUDAN Honoré, *La Bataille de la French Connection*, Paris, JC Lattès, 1985.

²² MORIN Marcel, MISSEN François, *La Planète blanche*, Paris, Tsuru, 1990.

²³ America's Habit. Drug trafficking and Organized Crime, President's Commission on organized crime, 1986, p. 234.



trafic s'est complètement transformé. Maintenant, en France, le trafic est devenu l'affaire des fourmis. Il s'est disséminé. C'est pour cela qu'il est de plus en plus difficile de tarir le marché. Disons même que, pour l'instant, c'est devenu impossible »²⁴.

Survie, dilatation et internationalisation des traquants marseillais

La *French Connection* avait-elle véritablement disparu ? Non, car le milieu criminel marseillais est toujours actif. Après le retrait des Corse, de nouveaux parrains émergent, avec les clans rivaux de Gaétan, dit « Tany », Zampa, d'origine napolitaine, de Francis Vanverberghe, dit « le Belge », arrêté dès 1973, ou encore de Jacky Imbert, dit « le Mat ». Le 21 octobre 1981, abattu par deux motards en pleine rue, le juge d'instruction Pierre Michel payait de sa vie son enquête sur la résurgence d'une filière de trafic d'héroïne faisant intervenir des malfrats marseillais. Mais son centre décisionnel était désormais en Sicile, profitant des contacts locaux de Zampa. L'héroïne était raffinée dans des laboratoires clandestins de Palerme, où avaient migré des chimistes français, tel le docteur Antoine Bousquet, arrêté en 1980, au terme d'une collaboration entre policiers français et agents de la *Guardia di Finanza*. Les traquants marseillais s'occupaient de l'acheminement vers le Sud de la France, *via* des sociétés-écrans de convoyage et de recyclage de métaux. En France, subsistaient encore quelques laboratoires volants (plus au nord, à l'image du site cévenol de Chambon-sur-Lignon, investi par la police en 1978, et considéré comme le plus grand démantelé depuis 1972),

et des usagers-revendeurs se chargeaient de la distribution²⁵. À l'échelle du monde, les unités de production se déplacent logiquement là où le régime juridique est le moins dangereux : la loi italienne de 1951 sur les stupéfiants, même renforcée en 1975, restait plus clémence envers les traquants (risquant moins de dix années d'emprisonnement) que la loi française.

Ce nouveau district productif n'était pourtant pas sans lien avec le précédent. Le père de Zampa était un voyou qui fut embauché par Carbone et Spirito, puis les Guérini, et lui-même s'était vu confier la gestion de salles de jeux clandestines par Francisci. Au Chambon-sur-Lignon, le chimiste, Christian Simonpietri, était le neveu d'Ange Simonpietri, membre du SAC, et considéré, avant sa mort en 1971, comme un grossiste d'héroïne par l'OCRTIS et le BNDD. En juillet 1981, un autre laboratoire avait été démantelé à Saint-Maximin, dans le

Var. Son financier, un certain Mitzigar Nazarian, était un truand dont le frère, Nizil, siégeait au conseil municipal de Marseille. Au sein de ce réseau arménien, on pouvait remonter jusqu'à Édouard Toudayan, soupçonné d'avoir été chimiste de la *French Connection*, devenu depuis proche de Zampa. Ce dernier est pour sa part arrêté en 1983 et se suicide en prison l'année suivante, mettant un terme à cette nouvelle séquence de l'histoire des parrains de Marseille²⁶.

Surtout, les « Marseillais » sont allés faire profiter de leurs talents des univers traquants aux quatre coins du monde, donnant corps à la théorie de l'effet-ballon : la pression policière sur une filière est semblable à un coup de pied qui enverrait un ballon sur un autre terrain²⁷. En 1975, la nouvelle antenne de l'OCRTIS de Bangkok découvre ainsi, dans le cadre de la lutte contre la *Chinese Connection*, qu'aux côtés d'une héroïne asiatique de piètre qualité dite *brown sugar*, circulait une héroïne blanche de grande pureté, marque de fabrique des chimistes marseillais. Des truands corse étaient de fait partis nouer des contacts avec des Français du Laos ou du Vietnam, qui faisaient du trafic régional d'opiacés du temps de la tutelle coloniale, tel Michel Théodas, notable français de Vientiane²⁸.

Les destinations étaient aussi sud-américaines. Lors de son interrogatoire en 1972, Jo Cesari avoua aux enquêteurs qu'un commanditaire lui avait proposé de « monter une chaîne de labos en Colombie » pour faire cette fois-ci de la cocaïne²⁹... Cette trajectoire sera effectivement suivie par Laurent Fiocconi, dit « Charlot » et plus tard « le Colombien ». Arrêté aux États-Unis pour convoyage d'héroïne en 1970, il s'évade du pénitencier d'Atlanta en 1974 et trouve refuge à Bogota. Il œuvre pour des traquants locaux au raffinage de la pâte de coca, et sa réputation d'*el mago* (de « magicien »), parvient aux oreilles des chefs du cartel de Medellin, Carlos Lehder et Pablo Escobar en personne, qui deviendra le parrain de son fils. Son passé marseillais lui est utile pour travailler occasionnellement l'héroïne : « Un jour [en 1982], Pablo Escobar m'a même fait appeler pour de l'héroïne. Ils avaient volé une cargaison de morphine qui venait d'arriver de Chine par bateau. Ils voulaient se mettre à l'héroïne et avec mon passé dans la "French", il a pensé à moi. Il ne savait pas la tourner et voulait que je fasse venir un chimiste de France »³⁰. Après avoir travaillé également pour le cartel concurrent de Cali, Fiocconi sera arrêté au Brésil en 1988³¹. Autre cas : François Orsini, dit « Fanfan », proche de Ricord et de Mondoloni, incarcéré pour meurtre à Toulon en 1970 : à sa libération en 1984, il part organiser le trafic de cocaïne au Mexique où il est arrêté en 1988³². Ou encore Jean-Claude Kella,

²⁴ MEYRE Christian, *La Brigade des Stups, Paris, Connivence, 1981*, p. 35 (interview d'un policier de ladite Brigade).

²⁵ LAVILLE Alain, *Le Juge Michel, Paris, Presse de la Cité, 1982*.

²⁶ D'ARRIGO José, GROBERT Robert, *Zampa, le dernier parrain marseillais, Paris, Manufacture de livres, 2023*.

²⁷ TRAUTMANN Franz (dir.), *Further Insights into Aspects of the illicit European Union drugs market, Luxembourg, UE, 2013*.

²⁸ *Dossiers d'affaires de l'OCRTIS, archives nationales CAC 1992026/2 et 19990255/4*.

²⁹ MORIN Marcel, MISSEN François, op. cit., p. 320.

³⁰ FIOCCONI Laurent, PIERRAT Jérôme, *Le Colombien : des parrains corse aux cartels de la coke, Paris, Éditions du Toucan, 2009* (citation : chapitre « Cali-Medellin »).

³¹ Note « Laurent Fiocconi, figure du milieu français » 1988, OCRTIS, archives nationales CAC 19900255/1.

³² Note « interpellation au Mexique de François Orsini », juin 1988, OCRTIS, archives nationales, CAC 19920255/1.

comparse de Fiocconi, libéré d'Atlanta en 1979 et parti œuvrer pour le cartel de Medellin en développant sa filière d'exportation *via* le Mexique. Il joue aussi là-bas un rôle de réceptionniste pour de l'héroïne envoyée depuis Marseille, pour le compte de ... « Francis le belge », sorti de prison en 1984³³.

Bref ! Marseille a été une véritable pépinière de talents dont a profité le trafic international de stupéfiants, un constat que dresse l'OCRTIS à la fin des années 1980 : « Plusieurs anciens de la French Connection se sont en fait reconvertis dans le trafic en achetant du produit fini dans les pays producteurs et en l'important dans les pays consommateurs ». Les uns de l'héroïne thaïlandaise ou libanaise vers les États-Unis, les autres de l'héroïne pakistanaise vers le Canada. Certains même étaient devenus chimistes de laboratoires clandestins au Pakistan, au Liban et jusqu'au

cœur de l'Arizona³⁴ ...

³³ BOYER Jean-François, *La guerre perdue contre la drogue*, Paris, La Découverte, 2001.

S'il est possible, comme le dit le dicton, que

tous les chemins mènent à Rome, ceux de la

drogue dans le second XX^e siècle, en tous cas, ont pour beaucoup commencé à Marseille...

³⁴ Note « Seconde vie de la French Connection », octobre 1989, OCRTIS, archives nationales CAC 1990255/1.

Recevoir *Swaps*

Pour recevoir *Swaps*, merci de remplir le coupon ci-dessous
et de le retourner par mail à charlene.alzon@aphp.fr
ou par courrier à **Swaps / Pistes, 2 rue Conté, 75003 Paris**

nom

prénom

profession

organisme

adresse

code postal

ville

tél.

e-mail